

UN AN DE MAJORITÉ PLURIELLE

Tirer le bilan d'un an de gouvernement de la majorité plurielle, ce n'est pas seulement faire le compte notarial des engagements de nos partenaires et vérifier qu'au moins un cinquième des promesses de l'accord Verts-P.S. a été tenu. Tirer le bilan de notre participation à ce gouvernement, ce n'est pas seulement faire le compte des avancées du ministère de Dominique Voynet. Il faut élargir la question : la victoire de 1997 et la manière dont elle a été gérée ont-elles fait progresser ou régresser l'écologie politique et le programme des Verts, à la fois dans les faits et dans les têtes ? De ce double point de vue, la situation est bien meilleure en France aujourd'hui (pas seulement à cause de l'accord), et la volonté de se battre dans la bonne direction bien plus avancée qu'elle ne l'était il y a un an et le serait demeurée en cas de victoire de la droite.

I. Appréciation générale

En se rassemblant autour d'une large majorité au Mans, puis en ratifiant l'accord Verts-P.S. à La Rochelle, les Verts ont permis au mouvement de franchir une étape historique, en entrant au parlement et au gouvernement. Sans cette étape interne puis externe, la gauche et les Verts n'auraient pas réussi les élections. Nous avons plus gagné que perdu en cohésion interne et en crédibilité externe.

Si l'accord de majorité plurielle et les résultats des élections furent largement positifs pour le pays, pour l'écologie et pour les Verts, le bilan de l'application de l'accord est assez mitigé. Le gouvernement et notre participation sont bien perçus par l'opinion, mais les nuages sur l'alliance s'accumulent du fait de l'hégémonisme du P.S. et d'une "politique d'équilibre" multipliant les concessions au productivisme, au libéralisme, voire au racisme (minima sociaux, sans papiers, élections régionales et européennes, chasse...). Sur les points qui devraient permettre une rupture avec les développements traditionnels (libéraux, ultra libéraux, voire socio-démocrates), le gouvernement n'avance que très lentement et au forceps. C'est au bout de dures luttes pour convaincre nos partenaires et à la faveur d'une actualité malheureusement en notre faveur (et en défaveur des chômeurs et de l'environnement) que nos propositions avancent. De ce fait, la nouvelle loi d'Orientation pour un Aménagement Durable du Territoire (LOADT) ouvre des perspectives importantes de concrétisation du "développement durable" dans les contrats de plan Etat/région... si nous parvenons à les concrétiser !

Les avancées sont plus nettes dans le domaine économique et social qu'aux autres chapitres. Ici, l'accord Verts-P.S. formalisait clairement une alternative à 90 % inspirée du programme des Verts de 1992 : rompre avec le libéralisme (austérité et flexibilité pour les travailleurs, tout pour les profits et l'exportation) sans revenir au vieux "programme commun de la Gauche" (nationalisations et croissance de la consommation). Des pas en avant décisifs ont déjà été

1) Mais c'est aussi le paradoxe, et nous le faisons dans le
recueil partie de ce texte.

accomplis, telle la loi cadre sur les 35 heures, qui marque sur le fond une victoire du projet des Verts sur ce qui était encore les options du P.S. et de toutes les forces politiques institutionnelles, il n'y a pas six ans. Mais la lenteur parlementaire, les prudences et demi-mesures sont telles sur cette loi, sur le Tiers-secteur ou sur l'exclusion, que qu'on ne perçoit pas encore de véritable rupture par rapport au libéralisme.

Dans le domaine de l'environnement, les avancées sont parfois assez spectaculaires (abandon de Superphénix, du canal Rhin-Rhône, de quelques autoroutes, suspension du troisième aéroport) mais, à l'évidence, elles ne dépendent que de l'existence de l'accord lui-même et nullement d'une "conversion" de nos partenaires, qui sont restés largement en arrière de l'évolution de l'opinion publique. Si les Verts disparaissaient de ce gouvernement, certaines de ces avancées seraient automatiquement abandonnées avec des cris de triomphe du P.C.F et du P.S. (Superphénix, directive chasse, etc). Plus généralement, des réformes structurelles sont engagées pour intégrer l'environnement dans les transports, l'énergie, etc. Elles ont besoin de la durée pour produire leurs effets : si nous partions elles seraient probablement abandonnées.

Dans le domaine de la construction européenne et des rapports internationaux, nous avons appris à mesurer à quel point les choses ne dépendaient pas que de nous, ni même des majorités susceptibles de se constituer dans un pays isolé.

Mais les limites les plus graves, nous les avons rencontrées dans le domaine de la rénovation de la vie politique et des droits de la personne, car le gouvernement s'en est strictement tenu à l'état constaté de l'opinion publique : pour la parité et la limitation du cumul des mandats (ces très anciennes propositions des Verts ayant conquis la majorité culturelle), contre la proportionnelle et les droits des immigrés. Ici nous ne pourrions plus progresser que par la reconquête de cette majorité culturelle.

Dans tous les cas, l'existence de l'accord, l'activité de nos député(e)s et celle de notre ministre ont été extrêmement utiles. Pas seulement parce que, sans nos représentant(e)s dans les institutions, l'accord Verts-P.S. aurait sûrement été beaucoup moins bien (ou encore plus mal) respecté, à plus forte raison si nous avions nous-mêmes, à l'Assemblée fédérale de La Rochelle, refusé l'accord et rendu problématique la victoire de 1997. Mais surtout parce que cette entrée dans les institutions nous a crédibilisés, a énormément augmenté notre visibilité, a considérablement renforcé notre dialogue avec l'opinion publique. Nous ne cherchons plus seulement à la gagner à nos critiques, mais nous la faisons juge et partie prenante de nos propositions. Et cela sans renoncer en rien à notre liberté de critique, à notre participation aux mouvements sociaux. De la sorte, il ne nous est pas tenu rigueur des manquements du gouvernement ; les chômeurs, les sans papiers, les doubles-peines, mais aussi les anti-FN, les syndicalistes en lutte pour les 35 heures ou contre le productivisme, savent que nous sommes les plus constants, parfois les seuls de leurs soutiens parmi les forces politiques institutionnelles.

Le parti Vert est mieux identifié à travers la ministre, qui reste notre porte-drapeau, d'où l'importance de ses interventions médiatiques et des résultats mis à l'actif du ministère. La presse

et les médias qui font le bilan d'un an de gouvernement de la gauche plurielle ne citent systématiquement que 3 composantes : P.S., P.C.F. et Verts, ce qui renforce notre identification

Mais c'est sans doute dans les têtes que le changement est le plus sensible. La France a choisi la majorité plurielle sans illusion, avec scepticisme, comme conséquence logique du haut-le-cœur inspiré par Juppé et qu'avait traduit le mouvement de 1995, véritable "bataille de la Marne" d'un salariat aux abois. Mais, en 20 ans de défaites et de trahisons, s'était durablement incrustée une véritable "culture du désespoir" : *"Avec la mondialisation, la fin du travail, le libéralisme, la Pensée Unique, Maastricht, etc., il n'y a plus rien à faire, et toutes les réformes seront dirigées contre nous ou se retourneront contre nous."* Malgré le crédit personnel accordé à une équipe gouvernementale relativement neuve, malgré le rythme soutenu des annonces et des réalisations, cette méfiance ne s'est pas dissipée. Le propre discours du gouvernement, plus soucieux de calmer l'adversaire que de mobiliser le camp de la transformation sociale, n'y a guère contribué. Les erreurs de l'hiver sur les chômeurs et les sans-papiers ont accentué la défiance de la gauche populaire et de la gauche humaniste, la perte de confiance étant particulièrement forte dans notre propre électorat et chez les femmes, sans conduire pour autant au rejet de l'expérience.

D'où le résultat des régionales et des cantonales : succès limité de la majorité plurielle, bon résultat en moyenne des Verts, encore plus nettement aux cantonales. Nos résultats sont encore meilleurs en moyenne aux cantonales dans les départements où nous étions en listes unitaires pour les régionales, comme si notre électorat ratifiait et notre souci unitaire et notre volonté d'autonomie. Mais le plus significatif de ces élections est que le rejet de la sociale-démocratie s'est, pour la première fois depuis longtemps, traduit davantage par une poussée de l'extrême-gauche que de l'extrême-droite, avec une déroute de la droite classique. L'opinion évolue vers la gauche et manifeste un désir d'alternative plus que d'alternance.

Parallèlement, et à la très grave exception des sentiments racistes, cette même opinion et la presse populaire se montrent de plus en plus réceptives à tous les aspects du discours écologiste. On assiste à une délégitimisation rapide non seulement du libéralisme mais du productivisme, du nucléaire, même de l'automobile.

Cette renaissance encore très embryonnaire de la mobilisation, ce désir d'espérance et cette envie d'utopie, se détectent à de multiples signes : l'irruption d'un discours optimiste, voire propositionnel, dans la presse du pessimisme (*Charlie-Hebdo, Le Monde Diplo*), la forte mobilisation syndicale pour la mise en application de la loi-cadre, le succès des éditions Contre-feu et le regroupement, autour de ce courant intellectuel, de la "gauche de résistance" (SUD, DAL, GISTI, AC !, etc.). Toutes ces expressions d'un véritable printemps de la politique sont hétérogènes et contradictoires, parfois même totalement illégitimes (comme le vote LO des soutiens aux sans papiers). Les principaux dangers de cette immaturité sont :

* Une forme de radicalisme hypercritique, portant à ne voir que les faiblesses ou les effets pervers supposés des mesures gouvernementales (comme le discours selon lequel la loi des 35 heures aggraverait la situation des chômeurs/ses et des salarié/es). Cette tendance, par son aspect démobilisateur, stérilise le discours de ceux qui en sont porteurs et les isole. Heureusement, pour

autant que cet excès de radicalisme exprime la persistance des brumes de la "culture du désespoir", il se dissipera avec elles, et pour autant qu'il exprime une légitime vigilance, il nous est particulièrement utile et nous offre même un contrepoids indispensable aux tendances libérales productivistes du gouvernement. On ne peut cependant cacher que l'expression publique de ce courant peine à s'affranchir du vieux gauchisme productiviste (LO) et ne se reconnaît pas encore suffisamment dans les Verts, ni même dans l'écologie.

* Plus dangereuses en effet sont les tendances qui prétendent offrir à l'alternative renaissante un contenu qui n'est autre qu'une resucée radicale du vieux programme commun de la Gauche, étatiste, voire nationaliste et anti-européen, productiviste et potentiellement pro-automobile, voire pro-nucléaire. On met alors en avant la stimulation de la consommation par un déficit budgétaire accru, on critique les emplois-jeunes ou les projets de tiers secteur comme des menaces sur la Fonction Publique, on refuse le temps partiel même choisi et le cumul entre revenu de citoyenneté et revenu d'activité, on s'oppose à l'avance aux écotaxes comme impôts sur le consommateur, etc. Ces tendances-là, qui ne peuvent que satelliser le mouvement renaissant autour de la "vieille gauche" (P.C.F, tendances keynésiennes du P.S.), doivent être critiquées avec vigilance par les écologistes. Nous ne voulons pas financer la solidarité par le déficit mais par le partage des richesses et les économies sur les dépenses inutiles ou dangereuses, nous ne voulons pas créer d'emplois par la croissance inconditionnelle mais par le partage du travail, nous ne considérons pas que toutes les consommations soient légitimes, nous ne souhaitons pas que toutes les tâches d'utilité écologique et sociale soient prises en charge par des fonctionnaires, nous ne rêvons pas d'un retour au bain rassurant du plein-emploi fordiste. Mais nous devons prendre en compte le fait que ce repli vers les nostalgies "vieille gauche" exprime, lui aussi, la culture du désespoir et la défiance légitime envers l'usage libéral des idées écologistes. Notre réponse à ces courants doit donc rester attentive et mesurée ; ce sont des alliés potentiels.

Dans le dispositif politique qui émerge aujourd'hui au sein des courants de transformation sociale, le rôle des Verts sera décisif. Parti de lutte et de gouvernement, Les Verts doivent à la fois revendiquer leur droit à une présence gouvernementale dans le respect des accords (sauf si une décision ou un acte particulièrement grave de ce gouvernement risquait de leur faire perdre et leur honneur et leur âme), tout en accentuant leur présence dans les mouvements sociaux critiquant les erreurs et les timidités de ce gouvernement. La tâche de notre ministre et de nos député(e)s est d'avancer le plus possible, en confortant notre base initiale écologiste, en se posant, par leurs interventions publiques hors de champ du ministère, comme une référence pour les mouvements sociaux. Les Verts devront occuper une position charnière entre gouvernement et mouvements sociaux pour éviter, par la vigilance de leurs critiques et l'audace de leurs propositions, et l'enlisement du premier et l'isolement des seconds.

II. La pratique gouvernementale à l'aune de l'accord Verts-P.S.

1. Dans le domaine économique et social.

La logique de Maastricht, la Pensée unique, les dogmes de "la seule politique possible" (néolibérale évidemment) ont été immédiatement battus en brèche par la pratique et le discours du gouvernement Jospin. Dès juin 1997, le refus de tout nouveau sacrifice imposé aux salarié/es au nom de la réduction des déficits, puis la hausse de l'impôt sur le bénéfice des entreprises (août) et le triplement de "l'allocation de rentrée scolaire", enfin le transfert des cotisations-maladie des salarié/es vers la CSG, ont permis au total une ponction de 50 milliards sur les revenus du capital et une hausse de 1,1 % du pouvoir d'achat des salarié/es. L'expansion exceptionnelle provoquée en Europe et surtout en France par la fin de la logique restrictive de Maastricht alimente le regain d'optimisme et facilite les négociations sur le partage du travail, mais elle alimente aussi le discours triomphal du keynésianisme productiviste. Il faudra rester vigilant et rappeler que cette expansion créera peu d'emplois, qui seront d'ailleurs effacés par le retour du cycle.

La loi-cadre sur les 35 heures, aussitôt suivie de négociations pour son extension à la Fonction publique, marque le plus notable succès du combat des Verts depuis leur origine. Certes elle ne fait qu'ouvrir la *possibilité* des 32 heures en 2002, et même la *possibilité* que la plupart des entreprises de moins de 20 salarié/es soient encore à 39 heures à cette date ! Malgré toutes ses imperfections pointées par les Verts (heures supplémentaires, flexibilité), nos député/es ont bien fait de la voter des deux mains après avoir introduit des amendements limitant la flexibilité et le temps partiel imposés. Sur ce dernier chapitre, une loi spécifique devra être préparée par nous. Mais il est probable que, sur le partage du travail, la dynamique strictement législative est pour l'essentiel épuisée : tout va dorénavant se jouer sur le terrain social, dans les luttes et les négociations d'entreprises et de branches.

La création des emplois-jeunes est un pas significatif vers la création d'un tiers secteur tel que nous l'entendons et qui vient d'être introduit par la loi contre l'exclusion. En l'absence d'un tel cadre institutionnel, le risque est grand d'une sous-fonction publique. Les critiques des enseignants à ce sujet sont justes, même si elles sont instrumentalisées par les nostalgiques de l'étatisme.

Il est dommage que, lors du transfert à la CSG, ait été omise la clause "rendue progressive par un abattement à la base" précisée par l'accord : il faudra se battre pour imposer cette clause. Par ailleurs, le gouvernement ne semble pas mesurer l'urgence de la réforme des cotisations patronales, de la taxe professionnelle et de l'introduction des écotaxes pour soulager les entreprises de main d'œuvre lors du passage aux 35 heures.

Passons sur d'autres points de l'accord qui devraient être avancés dès les prochaines années (comme le début des écotaxes dès 1999).

Si la loi contre les exclusions apporte des améliorations ponctuelles à la condition des plus démunis/es, elle est loin d'être à la hauteur de la situation sociale et des attentes de notre société. Mais le plus grave manquement de ce gouvernement à la parole donnée, comme à l'appel des mouvements sociaux et à la nécessité sociale, est le refus du RMI pour les 18-25 ans, avec son prolongement logique, le refus d'une réelle revalorisation des minima sociaux. Quant à

l'argument de "ne pas dissuader de l'emploi", il trouve sa réponse dans le cumul de ce financement public et du revenu d'activité dans le cadre du tiers secteur... et dans la revalorisation des bas salaires, surtout ceux à temps partiel.

2. Dans le domaine environnemental

Avec une ministre verte au gouvernement, les lobbies de tous poils et ultra-libéraux, aux abois, se déchaînent. Des points, comme la chasse, qui n'ont pas fait partie des accords... faute d'accord, soumettent le partenariat de la majorité gouvernementale à rude épreuve. Mais les Verts soutiendront toujours le bien collectif avant tout intérêt catégoriel. On assiste cependant, grâce à la guérilla de tout le mouvement écologiste, à une progressive délégitimation du nucléaire, des grands travaux autoroutiers et du Tout-TGV, des incinérateurs. Le débat sur la réversibilité du stockage des déchets nucléaire est en cours. Mais, si des avancées continuent par rapport au lobby nucléaire si, le moratoire sur la construction de réacteurs nucléaires trouve dans l'arrêt du Carnet un début d'application, celui sur la fabrication du Mox jusqu'en 2010 est oublié, comme les engagements sur les contrats de La Hague.

Du côté de la maîtrise de l'énergie et des énergies renouvelables, ça avance. Pierre Radane préside l'ADEME, et a obtenu 500 millions de ressources pérennes.

Du côté des transports collectifs : la volonté est affichée et elle se traduit par quelques propositions du ministère des Transports. Même s'il s'agit d'une évolution sensible, elle reste encore insuffisante pour inverser les logiques favorables à l'automobile. Les contrats de plan Etat/région seront l'occasion de tester réellement la volonté de l'Etat et des régions en faveur du rééquilibrage rail-route. "

La fiscalité et les carburants : les propositions de Dominique n'ont pas été retenues au budget précédent mais les espoirs sont solides pour le prochain, la logique des écotaxes se dessine.

Du côté de l'agriculture : les propositions de Le Penec vont dans le bon sens, à suivre...

La relance de Natura 2000 est en marche, mais, si, comme il est à craindre, le lobby de la chasse entraîne une "majorité introuvable" Droite-P.S.-P.C.F contre les Verts à propos de la directive Chasse, comment pourrions-nous espérer défendre Natura 2000 ?

Autre point noir : à la conférence de Kyoto, le gouvernement n'a pas osé mettre sur la table un effort de réduction de CO2 supérieur aux 0 % promis par Juppé. Il est vrai que cela ne figurait pas dans l'accord Verts-P.S.. Si cette position, irresponsable face aux efforts nécessaires sur plusieurs décennies pour lutter contre le changement climatique, était maintenue, nous nous trouverions en 2008 au même niveau de production de CO2 que des pays européens n'ayant pas ou plus d'industrie nucléaire. Nous risquons alors de manquer de marge de manoeuvre pour renoncer au nucléaire car à cette date les objectifs européens de réduction de CO2 seront beaucoup plus contraignants. Ce point devra être revu pour la conférence de Buenos-Aires, parallèlement à l'adoption résolue d'une écotaxes sur l'énergie et le CO2, qui, elle, figure dans l'accord.

La rupture la plus grave de l'accord est bien sûr l'acceptation du maïs transgénique et l'abandon de ce fait du moratoire sur les OGM. Notre ministre a paru associée à cette décision, et c'est un des (rares) points qui a scandalisé notre base sociale (en particulier la Confédération Paysanne).

3. Dans le domaine des droits de la personne et de la rénovation de la vie politique

C'est dans ce domaine que les tensions sont des plus fortes. Certes, il y a quelques avancées dans le respect des engagements pris devant les électeurs.

Les lois sur le non cumul des mandats, sur la parité sont en préparation. Nos député(e) s'iraient plus loin que les propositions de Lionel Jospin, cependant c'est un vrai premier pas. Le débat sur la durée des mandats est ouvert. Du côté de l'éthique et de la transparence, du statut de l'élu, c'est moins net. Suppression de l'article 16 : rien. La position spécifique des Verts sur l'harmonisation des élections a été exposée récemment au Président de la République. Pour le moment et pour des raisons non liées à l'accord, les réponses sont très insatisfaisantes pour nous.

Pour la relance de la décentralisation, la loi d'aménagement du Territoire sera un outil important en faveur de la régionalisation, du développement des pays et des agglomérations. Les engagements de l'accord Verts-PS ont été réaffirmés dans le "programme commun" pour les élections régionales. Il faut cependant rester vigilants car les jacobins sont nombreux dans la majorité plurielle. Le rapport de force nous paraît aujourd'hui plutôt favorable. Ce sera sans doute l'une des avancées les plus marquantes des Verts pour cette législature, et la coordination ministère-mouvement-élus régionaux doit se renforcer sur ce point.

Sur l'indépendance de la justice : le projet Guigou n'est pas très clair. Et le nôtre ?

Le premier reniement sérieux intervient avec la proportionnelle, promise pour les législatives... et qui menace d'être anéantie pour les européennes !

Mais les plus graves reniements, qui scandalisent une large part de l'électorat de la majorité plurielle, pour flatter il est vrai une majorité de la population, sont dans le domaine des libertés individuelles et des droits de la personne. Du côté des sans papiers, du droit d'asile, les propositions de Chevènement ont été telles que nos députés ont voté contre. Notre fermeté, celle de notre ministre, et notre mobilisation sur ce sujet ont été sans faille. Elles ont souligné le fort retour en arrière du P.S et ont été bien perçues par les réseaux. La lutte continue !

4. Dans le domaine international

Le clair rejet du critère des 3,0 % par la France, en juin 97, a encouragé tous ceux qui, en Europe, comptaient faire de l'Euro une "décision politique", comme le préconisait l'accord, ce qui a permis d'ouvrir les portes de l'Euro à toute l'Europe, sauf la Grèce. À cette date, deux autres conditions se trouvent fortuitement remplies : bas taux d'intérêt, basse parité par rapport au dollar. Le Sommet de Luxembourg a lancé le thème de l'Europe sociale, en même temps que

l'idée d'un conseil de l'Euro. Mais dans ces deux cas, force fut de reconnaître que, malgré les efforts méritoires du gouvernement pluriel, la décision dépendait de nos 14 partenaires, et que notre gouvernement, "extrême-gauche de l'Europe", n'a pas su se trouver d'alliés.

Dans ces conditions, le passage à l'Euro n'a rien de définitivement catastrophique et n'a d'ailleurs guère fait de remous. Les Verts, comme le P.C.F, avaient renoncé dès la campagne électorale à l'idée abstraitement juste d'une monnaie commune autorisant pour un temps les réajustements internes de parité. Cette proposition, qui était certes l'intérêt de l'Italie et de l'Espagne (mais elles ne l'ont pas revendiquée), ne pouvait trouver de base sociale en France, où les syndicats ouvriers et paysans craignent les dévaluations de la lire et de la peseta.

Reste quand même la faiblesse des avancées sur l'Europe fiscale et sociale, et sur le contrôle démocratique sur la banque centrale européenne. Conscients que ces faiblesses alimentent l'hostilité de l'électorat populaire du FN à l'égard de l'Euro, mais aussi celle de la gauche de protestation qui fait partie de notre base sociale et militante, le CE a donc proposé l'abstention motivée sur le passage à l'Euro.

Il est clair par ailleurs que les Verts rejettent le traité d'Amsterdam, comme la presse européenne et une large partie de la gauche, y compris socialiste. Le pacte de stabilité, en revanche, appelle une attitude mesurée. Contre la "gauche keynésienne", le CNIR a affirmé qu'il ne faut pas accroître la dette publique actuellement, et qu'il faut financer la hausse des minima sociaux par l'impôt sur la fortune et les économies budgétaires (par exemple militaires). Mais dans quelques années, quand l'Europe connaîtra un nouveau retournement du cycle, il faudra à nouveau s'asseoir tranquillement sur la règle des 3 % de déficit public. Certes à chaque jour suffit sa peine, mais il est regrettable que le gouvernement ait cédé sur cette absurdité, même si le vrai combat est à venir dans plusieurs années. Il faut maintenant construire un projet pour l'Europe "post-Euro" : PAC, élargissement, fédéralisme, éco-taxation, etc.

Rien sur l'élimination des armes de destruction massive et la proposition de réforme de l'ONU, rien encore sur la taxation des capitaux spéculatifs et le 1 % du PIB à l'aide publique au développement. Si ce dernier chapitre apparaît comme celui où pas grand-chose n'a bougé, il faut reconnaître que, dans ce domaine encore plus qu'ailleurs, le gouvernement n'est pas le seul "décideur", Jacques Chirac est incontournable, sans compter le reste du monde.

III Le mouvement Vert et ses pôles institutionnels

1. Les VERTS

Le fait d'être un parti de gouvernement nous permet d'être aujourd'hui clairement identifiés comme "le" parti écologiste dans l'opinion, même si le MEI et GE font encore autour de 2 à 3 % des voix aux élections lorsque nous nous présentons en listes Majorité plurielle.

L'intégration des nouveaux entrants, même s'il y a eu quelques difficultés de trésorerie, est un point très positif, il conforte dans la mouvance écologiste notre position de rassembleur, nous amène de nouveaux adhérents, donc des possibilités supplémentaires d'agir à tous les niveaux : à la base, au CE, au parlement. Il suffit maintenant de faire passer cette intégration dans les faits, et de nous garder de réflexes "légitimistes" des Verts plus anciens.

A travers les communiqués et prises de position de nos porte-paroles et du secrétaire national, nous gardons notre autonomie de critiques et de propositions (cf. le maïs transgénique, les sans papiers, etc.).

De plus nous avons des positions politiques spécifiques par rapport au Front national : nos actions et notre soutien aux associations qui luttent contre lui sont fortement reconnus, il ne faut pas relâcher notre effort dans ce domaine.

Idem pour notre soutien aux sans papiers : le parrainage vert vient de se pérenniser, là aussi le combat continue pour la régularisation de tous les sans papiers qui se sont déclarés.

Idem pour notre soutien au mouvement des chômeurs, même si après le combat de l'hiver il marque une pause et si nous sommes confrontés à la forte récupération qu'en fait la LCR.

Idem pour nos positions environnementales : par rapport au nucléaire, aux autoroutes et au transport...

L'actuelle bagarre par rapport au scrutin européen montre notre volonté de faire apparaître, de manière autonome, notre projet de société, résistant ainsi au P.S. dont les vieux réflexes hégémoniques ont été réactualisés par les élections de certains présidents de région.

2. Le ministère

L'image très positive de DV dans l'opinion publique compense partiellement le manque de moyens de "notre" ministère.

Application de la loi sur l'air : la prise de conscience des enjeux sur l'air et les espoirs en matière d'écotaxe sur le diesel sont des atouts d'autant plus forts que le rôle de la ministre verte au sommet de Kyoto a été vécu comme positif, même si les résultats sont encore loin de nos exigences. Gageons que la journée "Villes sans voiture" sera un succès le 22 septembre.

La loi sur l'eau, les directives déchets, la relance de Natura 2000, les récentes clarifications par rapport à l'incinération, et les révélations à propos des transports des déchets nucléaires, permettent d'espérer plus de transparence dans les politiques publiques et les pratiques industrielles, même si bien du chemin reste à faire : la mobilisation, l'information et la dénonciation resteront les alliées les plus sûres de la ministre.

Par contre, nous "avalons" beaucoup d'autoroutes, même si celle du midi a été abandonnée et si un espoir se dessine pour les projets alpins (A51 et A58). Les Verts sont en désaccord avec la position du gouvernement, avalisée publiquement par Dominique — même si elle a depuis exprimé ses réticences — sur le maïs transgénique. C'est clairement le dossier sur lequel l'indépendance du mouvement par rapport à la ministre a été le plus utile et reste indispensable pour rééquilibrer les rapports de force. Reste l'affrontement très rude avec le lobby des

chasseurs, soutenu indifféremment par l'extrême-droite, la droite et une bonne partie de la gauche traditionnelle. Sur un tel dossier, la complémentarité entre l'action ministérielle et celle des députés apparaît nettement, comme elle apparaît dans la mise en place de la mission confiée à André Aschieri ou dans le lancement d'une commission environnement-santé.

Le "Grand projet" reste la loi d'aménagement du territoire : c'est bien le ministère de Voynet qui en est chargé en priorité, et non celui de Chevènement. La question est maintenant du côté des moyens : améliorés pour le ministère, seront-ils suffisants pour mener en parallèle la LOADT ? Cela dépend aussi de l'impulsion que nos élus régionaux sauront donner à la négociation des contrats État-Régions et des contrats de pays.

3. Du côté des députés

Peu nombreux, très présents à l'assemblée, ils sont tous bien identifiés par les médias, Noël Mamère étant le plus sollicité. Yves Cochet assure le lien entre les députés et le CE. Leurs signatures fréquentes, dans *Vert-Contact*, reflètent leur engagement par rapport à tel ou tel texte de loi.

Nous avons souligné et ils ont expliqué leur abstention à différentes occasions ou leur refus du projet Chevènement sur les immigrés. Ils ont fait valoir le point de vue des Verts par rapport à celui de la Droite, du P.S. ou du P.C.F. Gageons que, par rapport à la chasse, leur position confortera celle de Dominique Voynet, mais ils se heurtent à un front Droite-P.C. et une bonne partie du P.S.. Le mois de juin risque d'être chaud sur ce sujet.

On peut regretter que les député/es Vert/es n'aient pas cru devoir suivre l'avis unanime du CE lors du vote, ce qui soulève le douloureux et classique problème du rapport entre les élus et le mouvement.

IV Quelques leçons à tirer des élections régionales et cantonales

Nous avons sans doute encore trop négligé les élections cantonales : pas de texte commun d'orientation comme canevas pour chaque candidat. Cependant, dans le grand nombre de cantons où nous avons présenté des candidats, la moyenne des résultats est entre 7 et 8 %. Dans ce cas, lorsque des candidats du MEI ou de Lalonde étaient présents, ils récoltent plutôt 1 à 2 %. Telle est la vraie mesure de notre rapport de force.

Pour les Régionales : il a été difficile d'expliquer pourquoi, dans certains cas, nous partions en gauche plurielle et, dans d'autres, en liste verte et ouverte. Si le résultat en nombre d'élus est satisfaisant, il faut analyser plus finement les résultats qu'ont donnés les listes autonomes, plus proches de 5 % que de 7 ; et ce que fait le MEI quand nous étions en majorité plurielle : autour de 3 %. Cela nous conforte dans notre positionnement de soutien critique au sein du gouvernement, montre que nous ne récupérons guère les "protestataires" qui se radicalisent autour de LO (cf résultats du Nord- Pas de Calais), que nous ne devons pas négliger notre "électorat acquis" aux valeurs de l'écologie, mais que notre sphère d'influence mord largement

sur une partie de ceux qui votent traditionnellement P.S., plus par référence à des valeurs de gauche que par identification au parti.

Nous convainquons assez bien les classes sociales moyennes, mais avons à progresser fortement au niveau de l'électorat populaire, tant en ville que dans le milieu rural.

Les suites des élections aux fonctions exécutives dans les régions nous ont privés de présidence de région. Plusieurs vice-présidences permettent un dialogue sur l'aménagement du territoire, mais l'identification est moins forte. L'élection de présidents avec les voix du FN rendent la position de certains élus verts très inconfortable (Rhône-Alpes)

Surtout le P.S. en tire des leçons "erronées" (et en fait hypocrites) pour les européennes et, sous prétexte de barrer par un découpage régional la route au FN, il essaye d'obliger ses partenaires à disparaître ou tout au plus à partir en liste commune derrière lui, tentant ainsi de nous satelliser comme il l'a fait autrefois pour le PRG, avec le risque de structurer la vie publique en trois pôles : le FN (qui aura des élus partout), la droite et le P.S.. Ce qui l'avantage à court terme mais fait courir un risque considérable pour la démocratie.

V. Nos priorités pour les mois à venir

Nous sommes dans une nouvelle phase où nous exigeons de tenir toute notre place dans le gouvernement pluriel, comme nous l'avons tenue dans la victoire aux élections. C'est avec la volonté des Gauches et des Verts de se réunir qu'ensemble nous avons gagné, et c'est ensemble que nous devons présenter les choix de réforme de la société. Le P.S., revenu à ses démons hégémoniques, l'a oublié. Les dossiers tels que les labos d'enfouissement, les sans papiers, le changement de mode de scrutin aux européennes, la chasse, en témoignent. Plus généralement, une fois les lois votées par la majorité plurielle, il semble se réserver le suivi de leur application.

Dans ces conditions, ce n'est pas en menaçant de quitter ce que nous avons (le ministère) que nous ferons reculer cet hégémonisme, mais en accélérant au contraire notre pression. Pour cela :

* Rester dans la stature de soutien critique au gouvernement en faisant apparaître encore plus clairement que nous sommes incontournables pour qu'existe la "majorité plurielle". C'est cette notion qui continue à rendre populaire le gouvernement Jospin, et non la seule notion de gauche.

* Conforter les liens entre les trois pôles : gouvernement, assemblée et parti vert par des échanges réguliers et des prises de positions complémentaires. Ni DV ni nos député(e)s n'ont la même liberté de parole que les Verts. Associer plus fortement les Verts aux enjeux de la LOADT.

* Renforcer notre présence dans les mouvements sociaux plus ou moins "critiques".

* Améliorer la formation politique de tous nos élus et militants en renforçant la FEDEL, en travaillant systématiquement avec des organismes comme l'ADELS, en multipliant les lieux d'échange et de débat avec les autres formations politiques et les acteurs sociaux (syndicats et associations).

* Clarifier et actualiser notre projet de société, en gardant notre spécificité : la logique de développement durable qui englobe tant la volonté de justice économique et sociale que celle de

solidarité avec les Sud, et la nécessité de préserver la planète et ses ressources pour la transmettre vivable aux générations futures.

* Les élections européennes sont proches : en s'y présentant de manière autonome, quelle que soit la mixture préparée par le P.S., nous permettrons aux citoyen(e) s de comprendre nos spécificités, tout en restant membre de la majorité plurielle. Il serait bon de trouver des moyens de pression forts pour faire comprendre au P.S. que ses tripatouillages électoraux ne nous mènent pas très loin du "casus belli".

* Faire adhérer ! Plus nous serons nombreux et actifs, plus nous serons attractifs, plus nous pourrons peser en faveur de nos choix de société.